A elle donc d'encourager, de forcer même son mari à devenir membre d'une société de secours mutuel. Qu'elle s'attaque à son affection d'époux, à son amour de père pour lui faire comprendre qu'il est de son intérêt et de l'intérêt de ses chers petits enfants qu'il devienne membre d'une association mutuelle ! Qu'elle lui dise qu'il n'en coûte presque rien et qu'elle-même économisera la somme de ses cotisations mensuelles. Qu'elle se fasse aussi bonne avocate, aussi éloquente, que lorsqu'il lui faut un chapeau neuf ou une robe à la mode ! Qu'elle pleure s'il le faut, ce seront autant de larmes épargnées pour l'avenir.

Par tous ces moyens, et par d'autres que nous laissons à son intelligence à son cœur, que l'épouse fasse comprendre à son mari qu'il est une société mutuelle par excellence, une association grande, riche, stable, l'Union Saint-Joseph du Canada. Qu'elle lui dise que cette belle société canadienne-française et catholique apporte a consolation aux familles éprouvées et qu'elle est leur soutien. Il n'est pas de bon époux, de bon père de famille qui puisse résister à de tels arguments.

Que les nouvelles mariées demandent en cadeau de noces une police dans l'Union Saint-Joseph. Il ne saurait y avoir de plus utile cadeau, et l'époux ne peut rien refuser à la douce moitié au cours de la lune de miel.

Nous instituons donc agents recruteurs de l'Union St-Joseph toutes les bonnes mères canadiennes-françaises. Nous comptons sur elles comme elles doivent compter sur nous.

Un mot encore, et celui-là aux épouses de nos membres. Ces derniers sont souvent négligents. Ils oublient de payer leurs cotisations ou ne les paient qu'au dernier moment. Etant les premières intéressées, que les femmes se chargent donc de payer elles-mêmes régulièrement les cotisations mensuelles. Elles seront ainsi certaines de ne pas souffrir de l'oubli de leurs maris, et l'Union leur aura une dette de reconnaissance qu'elle saura acquitter à l'occasion.

R. BELANGER.

Taxe Per Capita

Nous croyons qu'il est de notre devoir de rappeler à ceux de nos membres qui seraient tentés de s'abstenir de se conformer à l'ordre de la Session fédérale en refusant d'acquitter la taxe *per capita*, imposée par la dite session pour subvenir aux dépenses des Conseils de district, que notre constitution est formelle sur ce point.

L'Exécutif se trouve donc dans l'obligation absolue, en vertu de l'article 112 du code, d'exiger le paiement de cette taxe spéciale, et d'appliquer à tout membre qui refuserait de l'acquitter l'article 223 aux termes duquel tout sociétaire qui n'a point payé ses contributions ou ses *redevances de toutes sortes*, aux ou